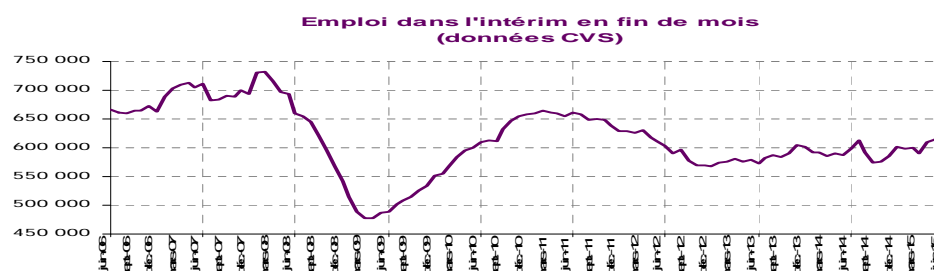


L'EMPLOI INTÉRIMAIRE EN JUIN 2015

Fin juin 2015, le nombre d'intérimaires s'établit à 613 000 en valeur corrigée des variations saisonnières (donnée provisoire). Il connaît une baisse par rapport à fin mai 2015 (-0,4%) et progresse de 2,4% sur un an*.

L'évaluation définitive du nombre d'intérimaires à fin mai est de 615 200, soit une évolution de +0,9% en un mois et une hausse de 4,7% sur un an (cf. annexe 2).



RÉSULTATS DÉTAILLÉS EN JUIN 2015

La répartition par secteur d'activité de l'emploi intérimaire diffère sensiblement de celle de l'emploi salarié total. En effet, l'emploi intérimaire est prépondérant dans l'industrie et la construction. L'industrie représente 17,5% de l'emploi salarié total, mais emploie 45,1% des intérimaires. La construction représente 18,2% de l'emploi intérimaire contre 7,9% de l'emploi salarié total. Inversement, 74,5% des salariés travaillent dans le secteur tertiaire contre seulement 36,2% des intérimaires (cf. tableau 1 en annexe 3).

A fin juin, le taux de recours à l'intérim¹ est de 9,0% dans l'industrie, de 8,2% dans la construction et de 1,9% dans le secteur tertiaire. Le taux de recours moyen, tous secteurs confondus, est de 3,8%.

SECTEURS D'ACTIVITE (A4)	Taux de recours à l'intérim à fin juin (en %)
Agriculture, sylviculture, pêche	NS
Industrie	9,0
Construction	8,2
Tertiaire	1,9
TOTAL	3,8

Données brutes

***Avertissement** : Jusqu'aux statistiques relatives au mois de décembre 2014, Pôle emploi et la Dares publiaient des évolutions de l'emploi intérimaire différentes, en raison de traitements légèrement différents réalisés à partir de la même source, les relevés mensuels de missions des agences de travail temporaire. Les travaux méthodologiques menés en commun ont permis de faire converger ces traitements et d'obtenir, à partir de la publication relative à janvier 2015 (le chiffre provisoire étant publié en mars 2015, et le chiffre révisé en avril), des statistiques d'évolution de l'emploi intérimaire identiques. Cf <http://www.pole-emploi.org/statistiques-analyses/systeme-d-information-ett-@/5931/view-article-234.html>?. Pôle emploi publie un nombre total d'intérimaires, alors que la Dares publie un nombre d'intérimaires en emploi principal. Compte tenu de cette différence de concepts, les séries publiées par Pôle emploi et la Dares restent différentes en niveau.

¹ Le taux de recours à l'intérim se définit comme le rapport entre les effectifs intérimaires du secteur et les effectifs salariés globaux de ce secteur (y compris intérim), estimés à partir des données trimestrielles d'emploi salarié de l'Acoss relatives à fin mars 2015 (dernier point disponible).

Évolution mensuelle par secteur (CVS)

En juin, les effectifs intérimaires augmentent seulement dans l'industrie (+0,6%). Les effectifs intérimaires dans la construction affichent une baisse de 0,4%. Le tertiaire voit ses effectifs intérimaires baisser (-1,3%).

Secteurs	Principaux secteurs	Variation absolue mensuelle (nombre d'intérimaires)	Taux mensuel CVS
Industrie		1 580	0,6%
	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	130	0,6%
	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	-2 150	-4,0%
	Fabrication d'autres produits industriels	2 300	1,9%
	Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques - fabrication de machines	1 050	2,9%
	Fabrication de matériels de transport	200	0,5%
Construction		-460	-0,4%
Tertiaire		-3 130	-1,3%
	Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	-710	-1,1%
	Transports et entreposage	80	0,1%
	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	-500	-1,1%
	Administrations publiques, enseignement, santé humaine et action sociale	-550	-4,7%

Parmi les principaux secteurs de l'industrie, les effectifs intérimaires augmentent le plus dans la « fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques-fabrication de machines » (+2,9%). Il est suivi par la « fabrication d'autres produits industriels » (+1,9%), par les « industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution » (+0,6%) puis par la « fabrication de matériels de transport » (+0,5%). Les effectifs intérimaires baissent uniquement dans la « fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac » (-4,0%).

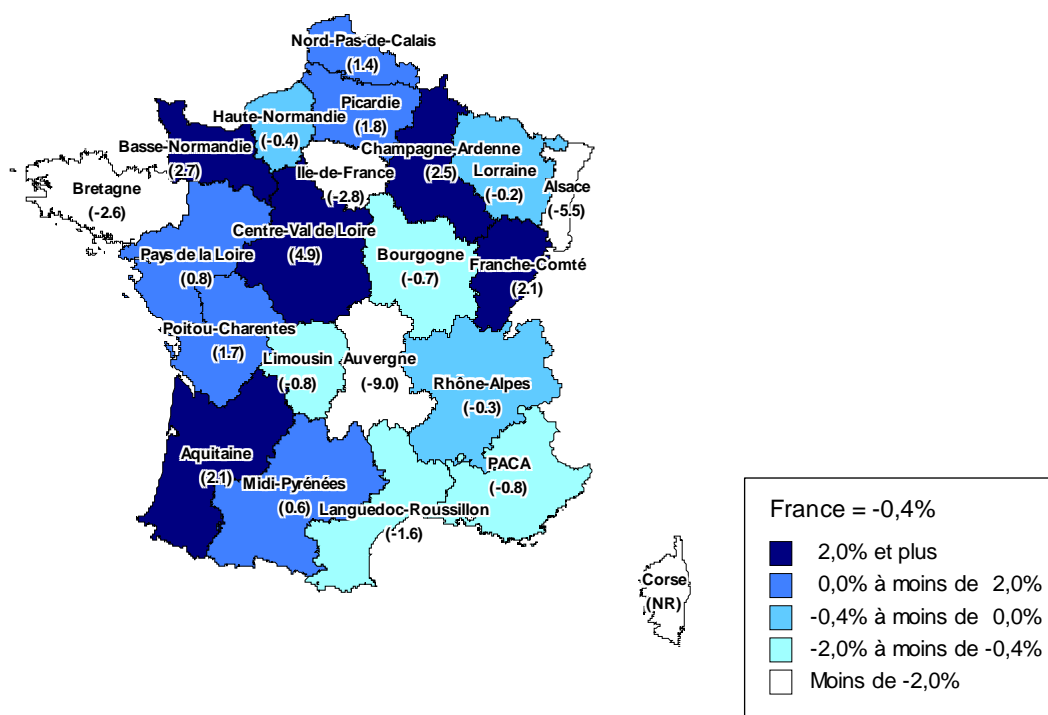
Dans le tertiaire, les effectifs intérimaires augmentent seulement dans les « transports et entreposage » (+0,1%). Les effectifs intérimaires du « commerce, réparation d'automobiles et de motocycles » et des « activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien » baissent de 1,1%. Les effectifs intérimaires des « administrations publiques, enseignement, santé humaine et action sociale » connaissent la plus forte baisse (-4,7%).

Évolution par région

La répartition régionale de l'emploi intérimaire est relativement proche de celle de l'emploi salarié total. Cependant, les régions Ile-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon font partie des régions qui possèdent les plus faibles taux de recours à l'intérim (respectivement 2,4%, 2,9% et 3,1%) en raison du faible poids de leur industrie. A l'opposé, les taux de recours les plus élevés se situent dans les régions suivantes : Franche-Comté (5,7%), Haute-Normandie (5,5%), Pays de la Loire, Centre-Val de Loire (5,4% chacune) et Picardie (5,2%) (cf. tableau 2 en annexe 3).

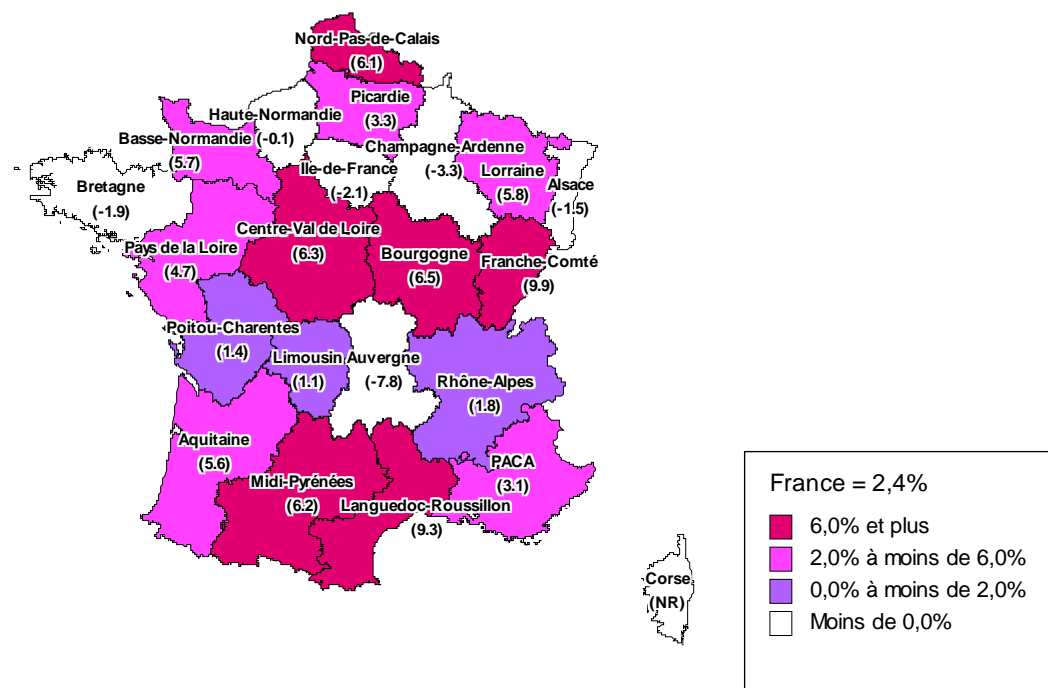
En juin par rapport à mai, l'emploi intérimaire progresse dans 10 régions. La région Centre-Val de Loire enregistre la plus forte hausse (+4,9%). La région Auvergne connaît la plus forte baisse (-9,0%).

Carte 1 – Évolution mensuelle (CVS) juin 2015/mai 2015



Sur un an, l'emploi intérimaire progresse dans 15 régions. La hausse la plus marquée concerne la Franche-Comté (+9,9%). L'emploi intérimaire diminue le plus en région Auvergne (-7,8%).

Carte 2 – Évolution annuelle (CVS) juin 2015/juin 2014

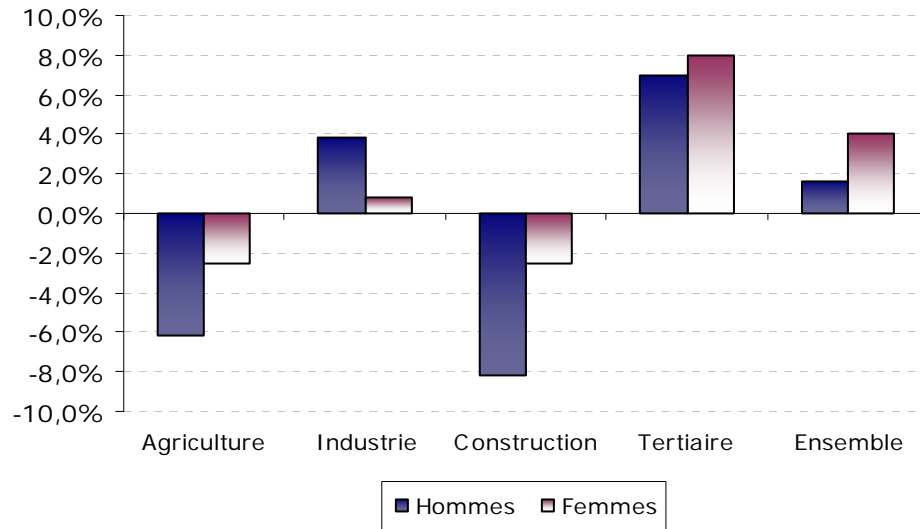


Évolution par sexe selon le secteur d'activité

Les intérimaires sont majoritairement des hommes (73,1%). Par rapport à fin juin 2014, leur part baisse de 0,5 point.

Sur un an, les effectifs intérimaires augmentent plus pour les femmes (+4,0%) que pour les hommes (+1,6%). Cela s'explique en partie par les évolutions observées au sein du secteur de la construction, où la diminution de l'emploi intérimaire est sensiblement plus importante pour les hommes (-8,2%) que pour les femmes (-2,5%), mais aussi par la hausse plus importante des effectifs intérimaires dans le tertiaire (où la part des femmes est plus élevée que dans les autres secteurs). Dans l'industrie, la hausse des effectifs intérimaires est plus importante pour les hommes que pour les femmes (respectivement +3,9% et +0,8%).

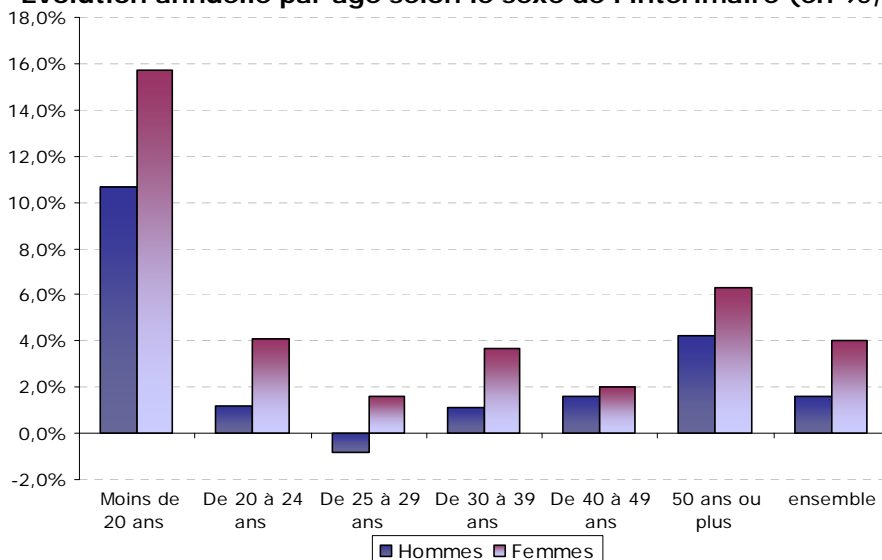
Évolution annuelle par sexe selon le secteur d'activité (en %, données brutes)



Évolution par âge selon le sexe de l'intérimaire

La population des intérimaires est relativement jeune : 46,0% d'entre eux ont moins de 30 ans en juin 2015 (cf. tableau 3 en annexe 4). Par rapport à fin juin 2014, les intérimaires de moins de 20 ans et ceux de 50 ans ou plus ont vu leurs parts augmenter (respectivement +0,5 point et +0,2 point). Les autres catégories d'âge voient leurs parts baisser.

Évolution annuelle par âge selon le sexe de l'intérimaire (en %, données brutes)



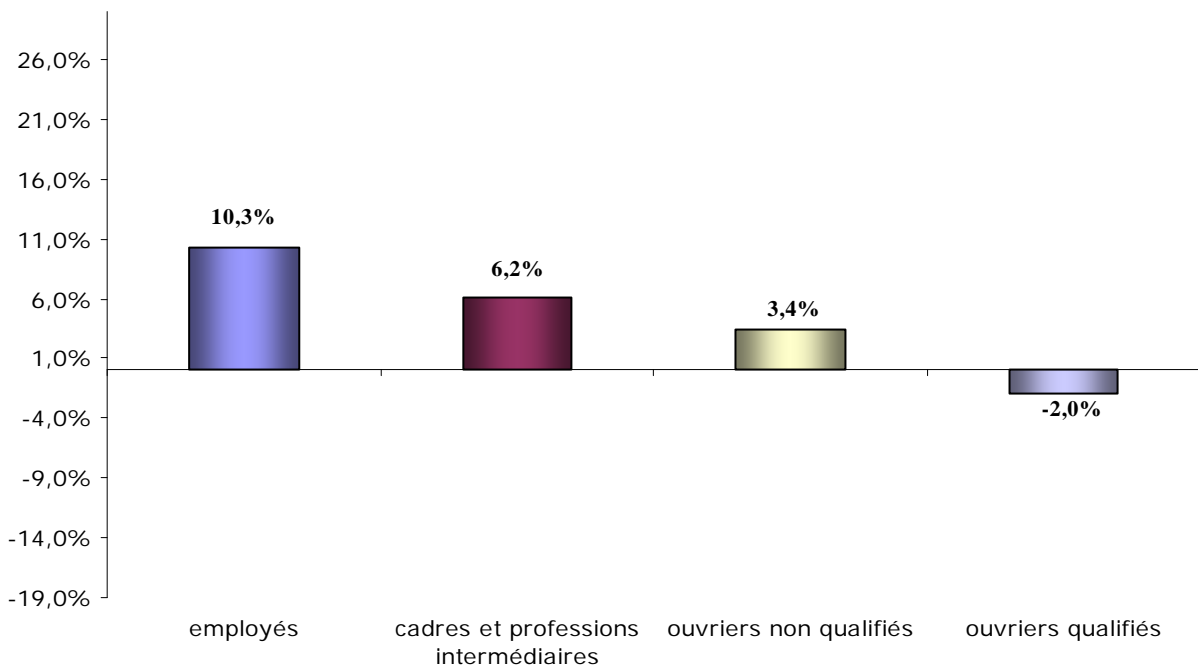
Evolution par catégorie socioprofessionnelle

Les emplois intérimaires sont très majoritairement des emplois d'ouvriers : 39,8% sont des ouvriers qualifiés et 37,8% des ouvriers non qualifiés (cf. tableau 4 en annexe 4).

Sur un an par rapport à fin juin 2014, la part des ouvriers qualifiés baisse (-1,7 point). En revanche, les parts des autres catégories socioprofessionnelles progressent. La part des employés augmente le plus (+0,9 point). La part des ouvriers non qualifiés et celle des cadres et professions intermédiaires connaissent la même évolution (+0,4 point).

Sur un an, toutes les catégories socioprofessionnelles excepté celle des ouvriers qualifiés voient leurs effectifs intérimaires augmenter : +10,3% pour les employés, +6,2% pour les cadres et professions intermédiaires, +3,4% pour les ouvriers non qualifiés. L'emploi intérimaire des ouvriers qualifiés baisse (-2,0%).

Évolution annuelle selon la catégorie socioprofessionnelle (en %)



Fabien Dupuis
Département Observatoire de l'Emploi

Annexe 1 : Sources et concepts

Le système d'information spécifique aux Etablissements de Travail Temporaire

Les statistiques d'emploi intérimaire sont établies à partir de la source déclarative « Relevé Mensuel de Mission » des entreprises de travail temporaire (ETT). La loi de février 1994 impose en effet aux établissements de travail temporaire de transmettre chaque mois à Pôle emploi un relevé mensuel des missions en cours durant le mois écoulé. Ainsi Pôle emploi centralise l'ensemble des réceptions de RMM et intègre, après avoir effectué les contrôles de qualité et d'exhaustivité, l'ensemble des informations relatives aux missions d'intérim. La rediffusion de l'information s'effectue vers les Directions Régionales des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'emploi (DIRECCTE) et le Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social (Direction de l'Animation de la Recherche, des Etudes et des Statistiques : DARES).

Les concepts d'emploi intérimaire et exploitation statistique

Le nombre d'intérimaires est calculé à l'aide de l'indicateur fin de mois. La série est obtenue à partir du niveau de la statistique annuelle d'emploi intérimaire au 31.12.1995 auquel sont appliqués les taux mensuels d'évolution de l'indicateur fin de mois. En raison de la forte variabilité journalière, l'indicateur fin de mois est construit en fonction de la moyenne des cinq derniers jours ouvrés « pertinents » du mois², et non au seul dernier jour ouvré du mois³. Au début du mois M+2 sont connus les indicateurs provisoires du mois M et rectifiés du mois M-1.

Convergence des statistiques d'évolution d'emploi intérimaire publiées par Pôle emploi et par la Dares

Jusqu'aux statistiques relatives au mois de décembre 2014, Pôle emploi et la Dares ont publié des évolutions de l'emploi intérimaire différentes, en raison des traitements légèrement différents réalisés à partir de la même source, les relevés mensuels de missions des agences de travail temporaire. Les travaux méthodologiques menés en commun ont permis de faire converger ces traitements et d'obtenir, à partir de la publication relative à janvier 2015, des statistiques d'évolution de l'emploi intérimaire identiques.

A la suite de ces travaux, Pôle emploi a révisé à compter de la publication de mars 2015 (statistiques relatives à janvier 2015) ses séries d'emploi intérimaire depuis janvier 2013. La Dares a utilisé en mars 2015 la méthodologie commune pour établir sa statistique d'évolution provisoire de l'emploi intérimaire en janvier 2015 ; elle révisera dans sa publication d'avril 2015 ses séries d'emploi intérimaire depuis janvier 2009.

Pôle emploi publie un nombre total d'intérimaires, alors que la Dares publie un nombre d'intérimaires en emploi principal. Compte tenu de cette différence de concepts, les séries publiées par Pôle emploi et la Dares restent différentes en niveau.

Calcul des évolutions

L'évolution provisoire de l'emploi intérimaire entre le mois M et le mois M+1 est calculée en utilisant uniquement les missions déclarées « à l'heure » par des entreprises de travail temporaire qui ont déclaré des missions à la fois pour le mois M et pour le mois M+1 (méthode dite de « cylindrage » ou à champ de SIRET constant). Cela représente environ 90% des missions déclarées.

L'évolution révisée de l'emploi intérimaire entre le mois M et le mois M+1 est calculée en utilisant l'exhaustivité des missions déclarées « à l'heure » ou avec un mois de retard, sans « cylindrage » (soit près de 97% des missions déclarées).

Pour le calcul des évolutions, chaque mission en cours lors des 5 jours pertinents est comptabilisée au prorata de sa durée (une mission d'1 jour compte ainsi pour 0,2 ; une mission de 2 jours pour 0,4 etc.).

Les évolutions publiées, provisoires comme révisées, sont corrigées des variations saisonnières. Les séries CVS sont réalisées à l'aide de la procédure X12 en retenant le modèle multiplicatif. Les coefficients CVS sont réestimés tous les mois.

² Les 5 derniers jours ouvrés « pertinents » sont les cinq derniers jours ouvrés du mois qui ne sont pas concernés par un « pont ». Il existe aussi un traitement spécifique pour le mois de décembre afin d'exclure la période entre les fêtes.

Annexe 2 : Evolution en fin de mois

Date	Effectifs en fin de mois avant révision <i>Données CVS (1)</i>	Effectifs en fin de mois <i>Données CVS (1)</i>	Taux d'évolution CVS		
			Taux Mensuel	Taux trimestriel	Taux annuel
juin-11	661 661	661 661	0,9%	0,0%	8,4%
juil-11	657 468	657 468	-0,6%	-0,3%	7,1%
août-11	648 451	648 451	-1,4%	-1,1%	6,0%
sept-11	650 659	650 659	0,3%	-1,7%	2,9%
oct-11	648 869	648 869	-0,3%	-1,3%	0,4%
nov-11	639 312	639 312	-1,5%	-1,4%	-2,5%
déc-11	628 620	628 620	-1,7%	-3,4%	-4,4%
janv-12	629 047	629 047	0,1%	-3,1%	-4,6%
févr-12	625 677	625 677	-0,5%	-2,1%	-5,9%
mars-12	630 191	630 191	0,7%	0,2%	-4,8%
avr.-12	617 052	617 052	-2,1%	-1,9%	-6,4%
mai-12	611 729	611 729	-0,9%	-2,2%	-6,7%
juin-12	603 512	603 512	-1,3%	-4,2%	-8,8%
juil.-12	590 018	590 018	-2,2%	-4,4%	-10,3%
août-12	596 905	596 905	1,2%	-2,4%	-7,9%
sept.-12	577 406	577 406	-3,3%	-4,3%	-11,3%
oct.-12	568 935	568 935	-1,5%	-3,6%	-12,3%
nov.-12	569 222	569 222	0,1%	-4,6%	-11,0%
déc.-12	566 947	566 947	-0,4%	-1,8%	-9,8%
janv.-13	574 025	573 981	1,2%	0,9%	-8,8%
févr.-13	575 107	575 120	0,2%	1,0%	-8,1%
mars-13	581 210	580 832	1,0%	2,4%	-7,8%
avr.-13	575 843	576 357	-0,8%	0,4%	-6,6%
mai-13	579 593	579 053	0,5%	0,7%	-5,3%
juin-13	572 257	572 156	-1,2%	-1,5%	-5,2%
juil.-13	582 544	582 290	1,8%	1,0%	-1,3%
août-13	587 512	587 312	0,9%	1,4%	-1,6%
sept.-13	583 217	583 256	-0,7%	1,9%	1,0%
oct.-13	590 257	590 512	1,2%	1,4%	3,8%
nov.-13	604 357	604 395	2,4%	2,9%	6,2%
déc.-13	600 123	601 006	-0,6%	3,0%	6,0%
janv.-14	592 255	592 139	-1,5%	0,3%	3,2%
févr.-14	592 542	592 564	0,1%	-2,0%	3,0%
mars-14	586 313	585 689	-1,2%	-2,5%	0,8%
avr.-14	589 185	590 064	0,7%	-0,4%	2,4%
mai-14	588 655	587 854	-0,4%	-0,8%	1,5%
juin-14	598 955	598 826	1,9%	2,2%	4,7%
juil.-14	613 143	612 877	2,3%	3,9%	5,3%
août-14	592 776	592 572	-3,3%	0,8%	0,9%
sept.-14	574 123	574 160	-3,1%	-4,1%	-1,6%
oct.-14	575 845	576 102	0,3%	-6,0%	-2,4%
nov.-14	585 074	585 152	1,6%	-1,3%	-3,2%
déc.-14	600 289	601 311	2,8%	4,7%	0,1%
janv.-15	598 020	597 903	-0,6%	3,8%	1,0%
févr.-15	599 393	599 434	0,3%	2,4%	1,2%
mars-15	590 921	590 225	-1,5%	-1,8%	0,8%
avr.-15	608 939	609 987	3,3%	2,0%	3,4%
mai-15	614 943	615 211	0,9%	2,6%	4,7%
juin-15*		613 030	-0,4%	3,9%	2,4%

*Données provisoires

Annexe 3

Tableau 1 – Répartition de l'emploi intérimaire selon les secteurs

SECTEURS D'ACTIVITE (A17)	Répartition de l'emploi intérimaire à fin juin (en %)
Agriculture, sylviculture, pêche	0,5
Industrie	45,1
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3,2
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	8,1
Cokéfaction et raffinage	0,1
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques-fabrication de machines	6,3
Fabrication de matériels de transport	6,5
Fabrication d'autres produits industriels	21,0
Construction	18,2
Tertiaire	36,2
Commerce-réparation d'automobiles et de motocycles	10,3
Transports et entreposage	11,4
Hébergement et restauration	1,6
Information et communication	0,9
Activités financières et d'assurance	1,6
Activités immobilières	0,4
Activités scientifiques et techniques - services administratifs et de soutien	7,3
Administrations publiques, enseignement, santé humaine et action sociale	1,8
Autres activités de services	1,0
TOTAL	100,0

Tableau 2 - Répartition de l'emploi intérimaire selon les régions

REGIONS	Répartition de l'emploi intérimaire à fin juin (en %)	Répartition de l'emploi salarié au 31/03/15(en %)	Taux de recours à l'intérim (en %) *
ALSACE	3,3	3,1	4,1
AQUITAINE	4,7	4,6	3,9
AUVERGNE	1,5	1,8	3,2
BASSE-NORMANDIE	2,4	2,0	4,6
BOURGOGNE	2,9	2,3	4,8
BRETAGNE	5,5	4,5	4,7
CENTRE -VAL DE LOIRE	5,1	3,6	5,4
CHAMPAGNE-ARDENNE	2,1	1,8	4,6
CORSE	NR	0,4	NR
FRANCHE-COMTE	2,4	1,6	5,7
HAUTE-NORMANDIE	3,8	2,6	5,5
ILE-DE-FRANCE	16,2	26,2	2,4
LANGUEDOC-ROUSSILLON	2,6	3,2	3,1
LIMOUSIN	1,0	0,9	4,2
LORRAINE	3,5	3,0	4,4
MIDI-PYRENEES	4,5	4,3	3,9
NORD-PAS-DE-CALAIS	7,0	5,8	4,6
PAYS DE LA LOIRE	8,1	5,7	5,4
PICARDIE	3,2	2,3	5,2
POITOU-CHARENTES	2,8	2,3	4,6
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	5,6	7,3	2,9
RHONE-ALPES	12,1	10,8	4,3
TOTAL	100,0	100,0	3,8

*Le taux de recours à l'intérim se définit comme le rapport entre les effectifs intérimaires de la région et les effectifs salariés globaux de cette région estimés fin décembre 2014.

Annexe 4

Tableau 3 - Répartition selon l'âge

Age	Homme	Femme	Ensemble
Moins de 20 ans	4,8%	6,5%	5,3%
De 20 à 24 ans	22,1%	23,2%	22,4%
De 25 à 29 ans	18,4%	17,9%	18,3%
De 30 à 39 ans	26,4%	23,1%	25,5%
De 40 à 49 ans	18,2%	18,8%	18,4%
50 ans ou plus	10,1%	10,5%	10,2%

Tableau 4 - Répartition selon la catégorie socioprofessionnelle

Catégorie socioprofessionnelle	Homme	Femme	Ensemble
Cadres et Professions intermédiaires	7,4%	15,3%	9,6%
Employés	5,6%	32,6%	12,8%
Ouvriers qualifiés	48,7%	15,6%	39,8%
Ouvriers non qualifiés	38,3%	36,5%	37,8%

Tableau 5 - Répartition selon les 4 grands secteurs

Secteur d'activité en nomenclature A4	Homme	Femme	Ensemble
agriculture	0,5%	0,7%	0,5%
industrie	44,5%	46,5%	45,1%
construction	23,7%	3,4%	18,2%
tertiaire	31,3%	49,3%	36,2%

POUR EN SAVOIR PLUS

contact-DSEE.00144@pole-emploi.fr

www.pole-emploi.org

Pôle emploi, 1 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris cedex 20

Directeur de publication

Jean BASSÈRES

Directeur de la rédaction

Stéphane DUCATEZ

Réalisation

Direction des Statistiques, des Études et de l'Évaluation